



L'opposition dit non à la participation du ministre de la Justice et des Libertés à la Commission centrale des élections (CCE).

Chargée de surveiller et de contrôler les prochaines échéances électorales sous la supervision des ministères de l'Intérieur et de la Justice, la CCE ne semble pas inspirer confiance aux partis de l'opposition. Ces derniers considèrent cette dernière participation comme une tentative de politisation de cette commission et une preuve de la volonté du gouvernement d'accaparer le processus électoral afin de le pervertir.

«Le ministre de la Justice n'inspire pas confiance vu les pouvoirs qu'il a sur les procureurs généraux qui ont des relations directes avec les juges chargés de valider les résultats lors des dépouillements des voix», nous a précisé Abdelhamid Ennajih, expert en gestion locale avant de poursuivre : «Et les partis d'opposition savent pertinemment qu'il n'y a pas séparation des pouvoirs et qu'il est difficile de garantir la neutralité du gouvernement».

Le manque de confiance de l'opposition trouve également son explication dans l'ambiguïté de la position du chef de l'Exécutif concernant la supervision des prochaines élections.

« Benkirane n'a pas affiché de bonnes intentions dès le départ. Ceci d'autant plus que son refus de confier la mission de contrôle des élections au ministère de l'Intérieur en premier lieu avant de changer d'avis par la suite a perturbé les esprits et fait planer des doutes sur sa réelle volonté d'assumer ses responsabilités en garantissant des élections transparentes et intègres », nous a précisé notre source.

Pour elle, les doutes afférents à la volonté du chef du gouvernement d'assurer un bon déroulement des élections se manifeste également dans la non-implication de l'ensemble des partis politiques dans l'élaboration d'une charte d'honneur permettant le déroulement d'élections transparentes, impartiales, démocratiques, crédibles et, surtout, acceptées par toutes les parties. « Benkirane a raté son rendez-vous avec l'histoire. En tant que chef de l'Exécutif, il avait la responsabilité de réunir autour de la même table l'ensemble des partis politiques nationaux afin d'établir des relations de confiance et d'éviter autant que possible les querelles », nous a confié Abdelhamid Ennajih avant d'ajouter : « Dommage que le gouvernement se soit engagé dans un bras de fer avec les partis de l'opposition en privilégiant ses propres intérêts politiques. Et cela pose la question sur la vraie volonté de Benkirane : est-ce qu'il compte réussir le processus électoral au Maroc permettant d'aboutir à des institutions démocratiquement élues ou cherche-t-il plutôt à garantir une nouvelle majorité dans les instances élues au détriment de la réussite de la transition politique dans notre pays ? ».

Des interrogations que partagent plusieurs leaders politiques issus de l'opposition qui estiment que le refus du gouvernement de confier l'organisation des élections, et de l'ensemble du processus électoral à une instance indépendante de l'Exécutif en dit long sur les intentions de ce dernier et augurent du fait que les prochaines élections pourraient se dérouler dans des conditions tendues.